

Accélération de la répression contre les combattants algériens, clemence et compréhension pour les ultras

Nous avons appris avec émotion et indignation l'assassinat de quatre militants algériens pendant le soulèvement fasciste d'Alger. Trois exécutions à Sidi-bel-Abbès, une à la prison de Douai.

Le long martyrologue du peuple algérien se poursuit. Ces assassinats sont d'autant plus odieux qu'ils ont été perpétrés en application des récentes décisions sur l'« accélération de la répression » adoptée par le gouvernement sous la pression des ultras et apparaissent comme des gages au soulèvement fasciste.

..

Nous avons également craint le pire pour tous les détenus en Algérie qui risquaient de tomber aux mains des fascistes.

Yacef Saadi devait être transféré en France avant le soulèvement ultra ; son transfert a été empêché par l'armée.

D'autre part on a appris l'arrestation en France de deux avocats algériens, deux défenseurs des militants algériens, M^e Benabdallah et M^e Oussedik, sans qu'il soit possible de savoir pour quel motif on attend à la liberté de ces hommes. Encore un gage en faveur des ultras.

..

Pendant ce temps, Biaggi pouvait dire, faisant allusion aux perquisitions opérées en France contre quelques permanences fascistes :

« S'ils continuent, nous ferons la même chose. Nous prendrons des otages et exercerons des représailles. »

..

M. Pagat, directeur de « Témoignages et documents », se déclare convaincu de l'authenticité de « La Gangrène ».

« J'affirme que M. Miche Debré a menti lorsqu'il a déclaré au Sénat : « Ce livre (la Gangrène) constitue une affabulation totale et les auteurs sont uniquement deux membres du parti communiste. »

« Mais il faut que la justice se prononce. Le silence de M. Debré depuis cette accusation n'est pas tolérable. Je lui demande de communiquer au juge d'instruction les noms des deux membres du parti communiste qu'il accuse d'avoir fabriqué un faux... »

LES ALGERIENS EN FACE DES EVENEMENTS

Malgré les appels réitérés des fascistes qui essayaient de renouveler la grande parade de « fraternisation » du 13 mai 1958, les grandes masses d'Algérie sont restées à l'écart de l'épreuve de force déclenchée par les fascistes.

L'échec des tentatives faites par les territoriaux envers la Casbah d'Alger a été total. Non seulement ils n'ont pas réussi à entraîner les Algériens pour les faire participer à une manifestation (les dialogues notés à cet égard sont significatifs : « Tu viens avec nous ? — Je ne suis pas ancien combattant. — Et toi ? — Moi non plus »), mais les sentiments exprimés par les Algériens étaient hostiles et des manifestations inverses s'ébauchaient.

Ce fut d'abord la « scène étonnante et qui n'était pas prévue au programme » et que rapporta le correspondant de l'A.F.P., lorsque les enfants de la Casbah prenant la tête du cortège des Européens qui tentaient vainement d'attirer les Algériens, se mirent à crier : « Algérie arabe », « A bas Massu ». A la fin de la même journée, une manifestation semblable se renouvelait aux cris de : « L'Algérie aux Algériens », « Vive de Gaulle ». Le député U.N.R. Mustapha

Chelha à son arrivée à Paris déclarait : « Pour ma part, je m'emploie depuis dimanche à prêcher le calme aux Musulmans et à les dissuader de toute action violente... les Musulmans commencent à en avoir assez, « les territoriaux nous embêtent », m'ont-ils dit, nous voulons agir ».

Ailleurs, des manifestations d'Algériens contre la grève des Européens se sont effectivement déclenchées, comme à Mostaganem... où elles ont été réprimées à coups de fusils par les mêmes militaires qui toléraient l'insurrection fasciste. A Blida, les Algériens ont fait reculer les territoriaux qui voulaient obliger un commerçant à baisser son rideau de fer.

Dans leurs allocutions, Delouvrier, Challe, et de Gaulle dans son discours ont dû consacrer une part importante de leur argumentation pour appeler les Algériens à les soutenir : ainsi, depuis plus de cinq ans, une force militaire et policière énorme est consacrée à mener en Algérie, contre les Algériens, une guerre d'extermination pour imposer par la violence le maintien des privilèges des « pieds noirs » de toutes catégories contre la masse algérienne asservie et c'est à cette même masse que s'adressent à la fois les fascistes et les « représentants de la France » pour la supplier de peser en leur faveur. Est-il plus éclatante démonstration de l'existence de cette Algérie non française, de cette Algérie arabe contre laquelle on fait la guerre tout en la niant ?

LES GARS DU CONTINGENT

Depuis le mouvement de masse des rappelés de 1956 manifestant vigoureusement leur opposition à la sale guerre, la voix des gars du contingent ne se faisait plus guère entendre. Les seuls témoignages individuels qui ont pu percer le mur épais de la censure montraient un mélange de dégoût, de résignation, parfois d'indignation sur le rôle auquel on contraignait là-bas les jeunes soldats, en tout cas jamais un élan enthousiaste contre l'ennemi, le fellagha à abattre.

Il a fallu l'insurrection des fascistes d'Alger pour que les gars du contingent se sentent tout à coup l'envie d'y aller... contre les fascistes. C'est ce que donne à penser le texte d'une lettre d'un officier bieri pensant publiée dans « le Figaro » le 29 janvier :

« Nous avons ici, au P.C. du secteur, à mettre sur pied un peloton d'intervention, pour faire un barrage sur les routes et arrêter les voitures se dirigeant sur Alger : nous avons besoin de trente hommes ; nous avons eu soixante volontaires (sur soixante hommes que comporte notre peloton d'intervention)... Les gars du contingent sont particulièrement bouillants et ne comprennent pas l'inertie et la trahison de quelques-uns. »

Il est vraisemblable que si, dès le dimanche 24 au soir, le camp des insurgés avait été entouré par des soldats du contingent et non des parachutistes sympathisants aux fascistes, les troupes d'Ortiz et Lagailarde n'auraient eu ni le loisir de rentrer déjeuner tranquillement à la maison comme elles le faisaient chaque jour, ni d'être ravitaillées en vivres et en matériel.

Il est probable en effet que les appelés n'auraient pas éprouvé ces « troubles de conscience » qui se portent si bien dans les cadres de l'armée et parmi les unités spécialisées quand il s'agit de casser de « l'ultra » et non des ouvriers ou des « bicots », mais qu'on ne saurait tolérer chez les soldats (ouvriers et paysans sous l'uniforme) quand on leur demande de tirer sur leurs frères algériens.

Aux uns, les commentaires émus de la presse colonialiste ; aux autres, les bataillons disciplinaires et la prison.